Tribune de l'association Bloom :

Pêche industrielle, les lobbies ont gagné

https://bloomassociation.org/?utm_campaign=NL%20-%20No%C3%ABl%20des%20industriels&utm_medium=email&utm_source=Mailjet

Oui, le temps d'une manche, les lobbies de la pêche industrielle ont gagné.

Les temps leur sont particulièrement favorables, on ne va pas se raconter d'histoires, mais ce gouvernement est loin d'être le premier à obéir fidèlement au diktat des lobbies industriels, notamment bretons. La différence aujourd'hui, c'est qu'on est justement en 2023 et que **la société tout entière parle de transition, mais la pêche industrielle a réussi à obtenir un passe-droit de l'Élysée lui évitant de remettre en cause ses pratiques destructrices.** Deux jours avant le début de la COP28, c'est ce qu'Emmanuel Macron a confirmé à un parterre d'industriels exultant de joie.

Le Noël des industriels

Le 28 novembre, c'était Noël avant l'heure pour les partisans des pêches destructrices : alors que le soir, le secrétaire d'État à la mer Hervé Berville protégeait les chalutiers géants en mentant en toute impunité sur les plateaux de télévision, **le Président de la République en personne s'adressait l'après-midi même à Nantes aux ardents défenseurs du chalut et de l'économie maritime extractive.**

Dans un discours-fleuve de plus d'une heure aux « Assises de l'économie de la mer », **Emmanuel Macron a tenu aux industriels et aux élus le discours de leurs rêves.** En substance, il leur a garanti que rien ne changerait jamais, que la recette du désastre pourrait se poursuivre *ad vitam aeternam*, que les aides au gasoil continueraient à pleuvoir, que le secteur de la pêche industrielle n'aurait jamais à se remettre en question et que la « transition » ne serait ni écologique, ni sociale.

En somme, le chef de l'État a assuré qu'il n'était nul besoin de remettre en cause le modèle industriel dès lors que celui-ci résumait sa « transition » à la seule décarbonation. Le discours d'Emmanuel Macron était surréaliste. Chez BLOOM, on a dû se pincer pour y croire.

Aucune mention de la mauvaise santé des écosystèmes marins, de l'extinction de masse des espèces vivantes, de l'impact à proprement parler délirant des pêches industrielles sur la biodiversité (les chaluts sont responsables à 93% de l'ensemble des animaux rejetés morts à la mer par les navires de pêche chaque année en Europe), de la nécessité de restaurer les habitats, de laisser repousser les forêts sous-marines composées de coraux, d'algues corallifères, d'éponges et d'organismes calcaires menacés par l'acidification et le labour des chaluts.

Aucune mention, cela va sans dire, de la resuspension du carbone stocké dans les sédiments marins par le passage constant des bulldozers sous-marins que sont les chalutiers ni de l'absolue, incontournable, urgentissime nécessité de maintenir les fonctions de régulateur climatique de l'océan.

Ce que l'Élysée défend : l'importation du poisson par avion

De justice sociale aussi, nulle mention. Même si en pulvérisant les écosystèmes marins, les pêches industrielles conduisent inévitablement à la ruine sociale et économique.

Il faut avoir à l'esprit l'histoire récente pour prendre la mesure du modèle que le pouvoir défend : après avoir anéanti les populations de poissons proches des côtes, les chalutiers industriels sont allés plus au large. Ayant fait péricliter les poissons au large, ils sont allés les chercher dans les eaux distantes d'Afrique. Simultanément, ils ont aussi « enfoncé » leurs filets jusqu'à 2000 mètres de profondeur. Ils ont massacré des écosystèmes de coraux d'eau froide aussi vieux que les pyramides d'Égypte et des animaux profonds à la longévité extrême qui avaient jusque-là toujours été épargnés par les filets géants des chalutiers. Ils ont pillé les ressources des pêches vivrières du continent africain et mis en péril des pans indispensables de la sécurité alimentaire du Sud.

Les pêches industrielles reposent sur une surexploitation séquentielle : la logique financière qui préside à leur modèle impose d'aller chercher toujours plus loin, plus profond, de nouvelles espèces à commercialiser, peu importe le chaos social, **peu importe la destruction de masse du vivant et la déforestation sous-marine à grande échelle.**

La pêche industrielle est irresponsable, vorace et immorale. Osons le mot.

Voyez ce que le port de Lorient s'apprête à faire pour comprendre que le drame ne prendra fin qu'avec la disparition de la pêche industrielle.

Lorient, premier port industriel de France, premier responsable de la ruine des pêcheurs artisans français et du siphonnage des eaux de l'Atlantique Nord-Est, est en train d'investir au Sultanat d'Oman dans la construction d'un port immense pour piller les eaux encore intactes de la Mer d'Arabie et importer à terme du poisson… par avion !

Voilà le modèle ahurissant que soutient notre gouvernement.

Il arrive que les lobbies gagnent la bataille, mais ils doivent perdre la guerre

Le 10 décembre 2013, il y a exactement dix ans, lors d'un vote cataclysmique à Bruxelles, le Parlement européen se prononçait en faveur de la destruction des océans profonds. Toutes les magouilles avaient été déployées contre la mobilisation citoyenne et scientifique orchestrée par BLOOM en vue d'interdire le chalutage en eaux profondes. L'ordre de vote avait été changé à la dernière minute, certains députés s'étaient sincèrement trompés, d'autres avaient fait semblant de se tromper pour être fidèles aux lobbies…

Après quatre ans de campagne contre l'aberration du chalutage en eaux profondes, nous perdions le vote à neuf voix près. C'était un coup terrible.

On aurait pu s'avouer vaincus. C'était très mal engagé, les lobbies avaient rallié à leur cause les États membres et le Parlement européen, l'horizon était bouché. Mais ce n'était pas juste. Ce n'était pas acceptable. Si nous jetions l'éponge, alors qui allait défendre les écosystèmes profonds ? Qui allait dénoncer ce modèle de ravages et de ruines de la pêche industrielle ? Qui se battrait pour l'intégrité physique et

biologique de l'océan face au changement climatique et à la disparition des espèces ?

La raison disait « c'est impossible à gagner ». Le cœur disait « plutôt mourir que d'abandonner ».

Nous avons poursuivi le combat. Avec vous à nos côtés. **Vous avez mis une telle pression à Intermarché, dont les flottes étaient les acteurs dominants de la pêche profonde, que nous avons fini par gagner.** Il a fallu trois ans de plus, mais en juillet 2016, le chalutage en eaux profondes était interdit dans toutes les eaux de l'Union européenne.

Voilà ce que nous devons recommencer. Gagner coûte que coûte.

C'est notre persévérance à toute épreuve et votre mobilisation indéfectible à nos côtés qui peuvent et qui DOIVENT façonner le monde pour nous protéger des dégâts irréparables causés par une poignée d'individus et de corporations sans foi ni loi.